

Les espaces sociaux virtuels : les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes et ses dimensions

Najla Arfa*

«... Il n'est pas de structures qui existent objectivement ; il n'est pas de territoire prédéterminé que nous puissions cartographier ; c'est l'acte même de cartographier qui crée les caractéristiques du territoire...» Fritjof Capra, in «The Web of life»

- A new synthesis of mind and matter, Harper & Collins, 1996.

Introduction :

La Tunisie a connu après les événements de 2011 un grand vent de liberté qui a permis à la discussion politique de se délier, se généraliser et se globaliser aussi bien parmi les élites politiques que parmi les autres citoyens[1]. Dans ce contexte, la jeunesse tunisienne a eu un rôle important dans l'enrichissement des débats généraux et l'encouragement des citoyens à la participation politique, « les jeunes sont la force politique libérée et ouverte et la plus radicale »[2] On veut dire par là que ce rôle joué par les jeunes n'est pas apparu à partir du néant vu que ces derniers ont été actifs bien avant cette date : on peut citer, à titre indicatif, les événements de 2008 en Tunisie et ceux que l'on a nommé par « les blogueurs ». Ce rôle a été témoin d'évolutions importantes avec le début des soulèvements populaires dans certains pays arabes et surtout que le discours tournait autour des révolutions des jeunes et des révolutions numériques[3] qui ont constitué une rupture totale avec les formes de protestations traditionnelles ou usuelles.

En Tunisie, les TIC et surtout les réseaux sociaux virtuels ont joué des rôles déterminants dans les opérations de mobilisation au début des révolutions ainsi que dans d'autres rendez-vous politiques et notamment lors des crises de gouvernance en 2013 et autres.

A travers la lecture des événements, on peut considérer qu'on est témoin d'une certaine prise de conscience dans la participation chez les jeunes au sein de la vie

Chercheuse au Centre des Etudes Méditerranéennes et Internationales CEMI.

[1] I.S.I.E.: <http://www.isie.tn>

[2] <https://bit.ly/3E6aMxT>

[3] <https://bit.ly/3g4wxpR>

politique impliquant des conséquences directes et indirectes sur l'évolution des moyens de participation aux actions politiques ; on parle ici particulièrement des espaces sociaux virtuels. Il est possible, à travers cette évolution, de parler de modèles et de dimensions d'une participation politique différente, modernisée et inaccoutumée[4]. En effet, On peut affirmer que le jeune tunisien, dans les opérations de mobilisation et de participation politique et à travers les espaces sociaux virtuels, a dépassé les moyens et les outils adoptés par l'élite politique tunisienne. Cette idée a été confirmée de manière claire après le 25 juillet 2021, quand les élites politiques ont été dépossédés des tous leurs moyens d'influence dans l'action politique et laissant les jeunes, adhérents des partis politiques ou dans les organisations de la société civile ou encore les activistes indépendants, seuls dans la défense des acquis de la transition démocratique. En même temps le rôle des élites politiques a régressé laissant les espaces virtuels investis par les jeunes comme seul moteur de l'opération politique qui n'est plus un processus de construction mais s'est transformée, après le 25 juillet 2021, en un acte de résistance.

Comment peut-on comprendre la relation entre les espaces sociaux virtuels et les nouvelles définitions de la participation politique des jeunes ?

Tout le monde s'accorde à dire que le rôle des espaces sociaux virtuels a été primordial dans les évolutions socio-économiques et politiques de la dernière décennie[5]. L'espace virtuel, de par ses propriétés et son ouverture au-delà de toute frontière dessinée, ethnique ou autres différences séparatrices, a été l'espace de refuge et d'action des jeunes générations depuis l'an 2000. Cet engouement massif a créé de nouveaux codes et communications, de nouvelles manières d'exercer sa citoyenneté et a redéfini l'action social des deux dernières générations.

[4]
<https://bit.ly/3hyLv7K>

[5]
<https://bit.ly/3TEUjqb>

Ce monde semble, toutefois, échapper peu ou prou aux générations précédentes qui emprisonnent le militantisme dans un carcan avec un déterminisme absolu. Si nous sommes depuis 2011 dans un processus de transition démocratique titubant il n'en demeure pas moins que le rendez-vous affectant le paysage politique de manière extrême a été le 25 juillet 2021 puisqu' à compter de cette date la classe politique avec toutes ses composantes a été figée demeurant dans un flou total quant à sa place et sa mission dans une démocratie naissante.

Durant les 2 dernières décennies, la notion de réseaux sociaux a connu un intérêt grandissant[6]. Plusieurs disciplines, pour ne parler que des sciences humaines, sociales et politiques, ont connu maintes études, publications et réflexions. Il est question ici de s'interroger si ce concept est ancien ou, comme le porte à croire cet engouement, nouveau, sur ses définitions et son évolution, en l'occurrence dans le façonnement de la participation des jeunes dans la vie politique[7] ainsi que la transformation de leurs rôles dans la mobilisation de cette tranche d'âge et l'instrumentalisation de leurs modes de fonctionnement dans la révision des activités et missions des partis politiques compte tenu des changements que connaît la classe politique en Tunisie depuis le 25 juillet 2021.

1-les espaces sociaux virtuels :

L'exercice politique en Tunisie et dans le monde a connu des transformations diverses puisque les réseaux sociaux virtuels sont devenus une carte d'identité politique et culturelle des acteurs politiques et spécialement[8] les jeunes qui expriment des positions et formulent des aspirations autour des affaires publiques ainsi que sur les élites politiques sans oublier la façon d'influencer et de mobiliser l'opinion publique.

[6] <https://bit.ly/3TEUjqb>

[7] Alain Touraine, Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris : 2005, Fayard.

[8] Ibid.7.

Depuis 2011 les jeunes se sont impliqués dans l'activité politique à travers les partis politiques qui jouaient le rôle d'intermédiaire comme le présente le schéma suivant :

Schéma 1 : le processus de la participation des jeunes tunisiens dans la vie publique politique

Source : chercheur

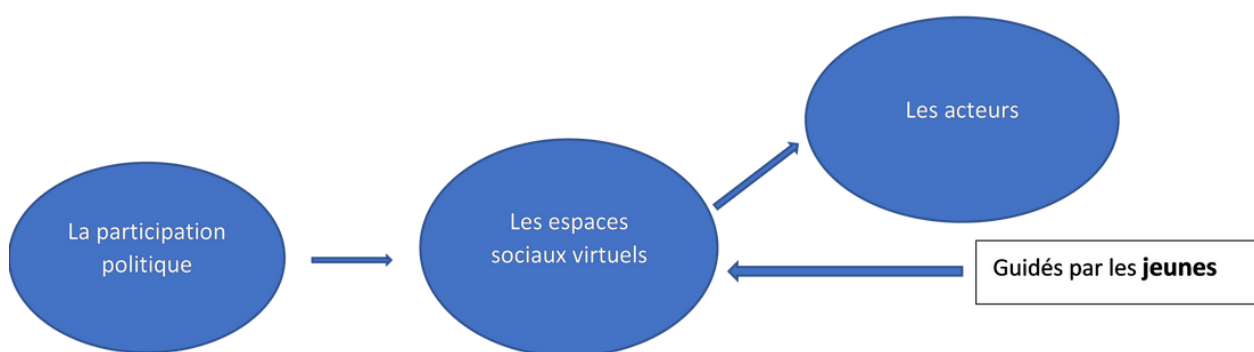


Vu que les espaces principaux de la participation politique des jeunes ont été les partis politiques ou les organismes de la société civile. Ces institutions intermédiaires[9] représentent le lien entre l'action politique et le jeune.

Néanmoins avec les espaces sociaux virtuels, le jeune tunisien s'est imposé comme un intermédiaire dans le déroulement de l'opération politique vu que les partis politiques et les organismes de la société civile ont été soit presque absents avant le 25 juillet 2021 soit figés après ladite date.

Schéma 2 : le nouveau processus de la participation politique

Source : chercheur



[9] <https://bit.ly/3TBD9cT>

On constate que les transformations structurelles ont imposé des changements dans la nature, les rôles et les positions. Puisque le jeune tunisien a pris le lead en devenant celui qui joue le rôle d'intermédiaire entre la participation politique et l'acteur politique à travers son contrôle des espaces virtuels.

Bien que la notion d'intermédiaire, qui entretient des relations avec chacune des parties et qui contrôle les interactions des acteurs ou des réseaux non-liés, évoquée par Burt[10] s'applique dans le contexte des trous structurels c'est-à-dire des situations caractérisées par une absence de relations entre certains individus, il est possible ici de la contextualiser dans le cas des jeunes tunisiens après le 25 juillet 2021. Puisque les relations figées et invisibles (donc en apparence absentes) entre les différents acteurs de la scène politique sont l'objet d'une action de visibilité par cette frange de la population.

Notions, rôles, positions :

On ne peut pas parler de réseaux sociaux virtuels sans revenir rapidement sur les précurseurs qui ont défini la notion de réseaux sociaux et les différents concepts qui y sont liés.

« Le monde est fait d'un nombre incalculable de réseaux qui unissent les choses et les êtres les uns aux autres. Ces réseaux sont formés eux-mêmes de mailles compliquées et relativement indépendantes. Les éléments qu'elles unissent ne sont pas fixes, et la forme même du réseau est soumise au changement : constitué d'une pluralité de petits systèmes doués chacun d'une vie autonome, il se forme, se déforme et se transforme sans cesse. » [11] Si on se réfère à la définition suivante d'Emile Durkheim on peut identifier plusieurs types de réseaux sociaux dans lesquelles peut évoluer l'individu successivement ou en parallèle tout au long de sa vie. Son appartenance à un réseau ou à

un autre peut être défini par l'utilité de ce dernier dans son processus de socialisation.

Lazerga (1986) propose une analyse structurale des relations entre membres d'un milieu social organisé [12] à travers la description des interdépendances entre acteurs. Par ailleurs, Mercklé dans sa définition : « Un réseau social est un ensemble de relations entre un ensemble d'acteurs, lui-même organisé ou non. Ces relations peuvent être de nature fort différente et les acteurs sont principalement des individus, mais pas nécessairement. »[13], en parlant de réseaux sociaux nous permet de comprendre l'utilité et le rôle de ces espaces dans les activités des individus. Pierre Bourdieu parle de « capital social » qu'il définit comme suit : « le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance d'un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. »[14].

Il en ressort de ces différentes définitions que les liens sociaux ont existé depuis la naissance des sociétés. Le grand tournant de ces réseaux a été l'avènement des TIC qui ont permis, en redéfinissant la notion d'espace, une grande accessibilité informationnelle et une abolition des barrières relationnelles.

[12] Mercanti-Guérin, Maria. « Analyse des réseaux sociaux et communautés en ligne : quelles applications en marketing ? », *Management & Avenir*, vol. 32, no. 2, 2010, pp. 132-153.

[13] Bœnisch, Gilles. « Pierre Mercklé, Sociologie des réseaux sociaux. Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2004 », *Questions de communication*, vol. 19, no. 1, 2011, pp. 399-400.

[14] Bourdieu Pierre. *Le capital social*. In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980. *Le capital social*. pp. 2-3;

[10] Burt, R. S. 1995. « Le capital social, les trous structurels et l'entrepreneur ». *Revue française de sociologie* 37/4, 599-628.

[11] Emile Durkheim, Quatrième leçon prononcée à la Sorbonne ; *Critique du dogmatisme*, 1913-1914

Ces liens sociaux sont devenus de nature technologique, virtuelle et par conséquent, a dépassé l'espace public réel (physique) et l'identité politique du jeune se matérialise dorénavant à partir de son identité virtuelle. Cette identité virtuelle se compose de sa position politique, de l'élite politique, de la question publique, de la société et de leurs représentations des différentes questions qui relient ces composantes.

Ces espaces sociaux virtuels n'ont cessé d'évoluer en fonction de leurs utilités et de la diversité des acteurs. Hormis les sujets posés sur ces réseaux virtuels, cette évolution a inclus les nombres des utilisateurs et la nature de ces utilisateurs constitués de jeunes sous différents profils (à plus ou moins niveau d'éducation élevé, cadres, etc.), de l'élite politique ou académique ainsi que des acteurs appartenant aux institutions de l'Etat ou non (les opposants).

2- espaces sociaux virtuels et nouvelles définitions de la participation des jeunes en Tunisie :

La participation politique en Tunisie a connu une transformation en relation avec les crises de pouvoir qui ont lourdement influé sur les acquis de la transition démocratique malgré l'intervention répétée des acteurs politiques dans le but de trouver des solutions. Néanmoins, L'intervention des jeunes a eu un impact significatif à travers leur prise de position aussi bien de la crise et que de la classe politique et qui s'est résumé dans le fait de faire porter la responsabilité de cette crise au processus démocratique dans sa globalité et à la manière de sa gestion.

Dans ce contexte, les espaces virtuels ont été transformés en outils de contestation[15], de critique et de manipulation non pour les leaders politiques ou les partis mais pour la participation qui attire de nouveaux acteurs. Ces derniers considèrent la politique comme une action sociale qui doit changer ses moyens, ses rouages, son mode de fonctionnement ainsi que son discours et sa manière de gérer les crises.

Il est possible de confirmer cette représentation à travers la régression de la participation des jeunes dans les affaires publiques et surtout dans les rendez-vous électoraux[16].

De plus, le cercle d'intérêt des jeunes s'est élargi à travers leur intérêts à de nouvelles problématiques comme la justice environnementale et climatique, le genre, les affaires des minorités, etc. qui n'ont pas été posées dans les agendas des partis politiques en Tunisie. L'intérêt à ces problématiques nouvelles a commencé à partir des espaces virtuels pour sortir vers les espaces publics classiques et s'imposer en tant que sujets de débats sérieux et importants. Les espaces virtuels sont donc devenus une pépinière des idées politiques qu'on ne peut plus exclure des cercles des intérêts publics. Ce rôle s'est développé après le 25 juillet 2021, faisant de la politique en Tunisie une matrice contenant les diverses problématiques suscitées. De cette situation, Il apparait que l'acteur politique classique a été évincé de ce cercle d'activité mais existe encore comme étant un acteur invité à adopter ces thématiques, vu que les jeunes tunisiens ne cherchent plus de leaders politiques mais cherchent des partenaires.

3- les dimensions de la participation des jeunes en Tunisie avant et après le 25 juillet 2021 :

Il va sans dire que la participation politique a changé depuis le 25 juillet 2021 pour passer de la demande de participation à la résistance. Où les sujets de mobilisation politique ont été orientés vers

[15] « Les structures traditionnelles sont de plus en plus bousculées et contaminées par les modes d'organisation, d'action et de communication des hackers, des hactivistes : « Le peuple numérique [...], la communauté du Net, c'est une autre manière d'organiser le pouvoir. Parler de contre-culture, ou de contre-pouvoir, ça ne va pas assez loin. C'est une réinvention de la culture elle-même » Amaelle Guiton, Hackers. Au cœur de la résistance numérique, Paris, Éd. Au Diable Vauvert, 2013, page 204

[16] Ibid.1.

la défense des acquis de la légitimité démocratique et qui se sont dissipés avec la dissémination de la pluralité et de la vie politique et civique. Avec la perte de cette diversité, la participation politique a perdu son sens et son impact et c'est pour cela que les jeunes instrumentalisent tous les moyens possibles afin d'imposer un terrain favorable qui va lui permettre de revenir dans le cercle d'action et d'influence au sein de l'affaire politique.

Dans ce contexte, les TIC, en permettant de mettre en place des structures sociales ouvertes, très dynamiques et capables d'innover sans menacer leur équilibre,[17] jouent un rôle prépondérant et spécifiquement les espaces sociaux virtuels dans l'opération de réseautage et de mobilisation en faveur la problématique de la participation qui n'est plus, après le 25 juillet 2021, accessible à tous.

A travers les espaces sociaux virtuels il est possible de se mettre d'accord autour d'un niveau démocratique minimal qui va réouvrir d'autres possibilités dans l'influence et la détermination de la question publique. Ceci prend départ dans l'espace virtuel qui discute généralement une idée réelle et réaliste et qui évoluera par la suite vers une question d'ordre public ou politique. A ce niveau, les réseaux virtuels disposent des capacités procédurales afin de renouveler la constitution (remodelage) du paysage politique ainsi que du réseautage social qui dépasse, en réalité, la relation : acteurs-citoyens pour intégrer le sens pratique de : acteurs-acteurs ; où les jeunes seront les catalyseurs d'un mouvement socio-politique qui se préoccupera directement à réorganiser et reconstruire l'engagement, la participation, la coopération, la débat, la négociation et surtout, dans une optique inclusive, réintégrer toutes les forces actives et les citoyens dans la lutte et la défense des droits privés et publics.

Ainsi, les jeunes cherchent à créer l'initiative de créer, d'agir, guider et orienter leurs plans d'action.

Castells, M. 2001. La société en réseaux, tome 1. Paris : Fayard

vers une autonomie au sens politique et pointé sur des enjeux classiques comme la participation, mais elles sont aujourd'hui nécessaires et décisives. Les espaces sociaux virtuels permettent, incontestablement, la réalisation de tâches primordiales et sont à la disposition des jeunes actifs ou encore des partis, organisations qui cherchent à réviser le processus démocratique et passer de la crise à la stabilité. D'un autre côté, ces espaces virtuels apparaissent comme un « terrain » riche dans le sens sociologique. En effet, si on cherche à réaliser une quelconque étude, le terrain en Tunisie doit, nécessairement, aujourd'hui inclure ces espaces qui donne accès aux différents profils des leaders, des partis politiques, des organismes de la société civile et surtout des jeunes engagés soit dans le processus de la démocratie ou ceux qui encouragent le processus du 25 juillet 2021.

Les partis politiques et les organismes de la société civile ont longuement été considéré comme des espaces fermés[18] et définis par des procédures d'appartenance et d'engagement qui conditionnent la participation politique des jeunes. Ces espaces ont été une sorte de structures nécessaires et indétournables par laquelle se matérialisait l'action politique en donnant un accès exclusif au « terrain ».

Par ailleurs, ces institutions constituent, également, des contraintes spatiales et/ou temporelles et matérielles pour ces jeunes en allant à l'encontre de leurs codes sociaux ainsi que leur mode de vie comme la forte mobilité, la liberté de circulation, l'individualisme, l'indépendance, le caractère instantané de leur mobilisation, etc..

On comprend donc que ces jeunes ne considèrent plus les modes de mobilisation classiques et les déplacements physiques comme une nécessité à la participation politique ni que l'engagement politique doit être absolu auprès de causes

[18] <https://bit.ly/3UQCsxX>

auxquelles ils n'adhèrent pas forcément ou qui sont loin de leurs préoccupations et aspirations. Leur engagement dans l'action politique est conditionné par leur intérêt à la thématique qu'elle aborde et non à l'action elle-même. Ils ne font pas de la politique pour la politique mais pour faire avancer les problématiques qui les touchent et les intéressent. Compte tenu de ces changements et spécifiquement après le 25 juillet 2022 il est nécessaire pour les partis politiques, les organismes de la société civile et les acteurs politiques de manière globale de prendre en considération cet engagement conditionné en politique et la perte des liens de confiance des jeunes en se focalisant sur les axes majeurs de cette évolution suivants :

- Les contenus des programmes politiques incluant les nouvelles problématiques et préoccupations des jeunes cibles des partis politiques ;
- Les nouveaux espaces d'expressions et de mobilisation adoptant les codes communicationnels adéquats et appropriés ;
- Les intérêts et les alliances ponctuelles et variables en fonction des actions politiques et non des programmes politiques ;
- Engager une rupture avec la tutelle en faveur de l'inclusivité et la participation active et effective des jeunes dans l'action politique.

Conclusion :

Les structures classiques sont donc, encore une fois, à la croisée des chemins qui engagerait le pronostic de leur viabilité. Un choix fondamental se pose devant les institutions politiques classiques et qui va déterminer leur place face aux défis qui se présentent dans un futur proche, à savoir les prochaines élections législatives.

Depuis 2011, date de l'avènement de la diversité du paysage politique en Tunisie, plusieurs acteurs ont vu le jour. Ces événements ont donné naissance à de nouveaux partis politiques mais également aux

organismes de la société civile qui ont joué un rôle hybride chevauchant parfois celui des partis politiques et ont été donc mis à l'écart par les citoyens. Ces acteurs de la période d'avant le 25 juillet 2021 pourraient rester dans ce statu quo à moins d'initier des changements rapides au sein de leurs visions, missions et actions politiques en les intégrant dans un projet de société qui tend à baser la construction des données politiques et socio-économiques sur la question fondamentale : quelle société imagine-t-on pour le futur ?

Bibliographie :

- Bœnisch, Gilles. « Pierre Mercklé, Sociologie des réseaux sociaux. Paris, Éd. La Découverte, coll. Repères, 2004 », Questions de communication, vol. 19, no. 1, 2011, pp. 399-400.
 - Bourdieu Pierre. Le capital social. In : Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 31, janvier 1980. Le capital social. pp. 2-3.
 - Burt, R. S. 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». Revue française de sociologie 37/4, 599-628.
 - Castells, M. 2001. La société en réseaux, tome 1. Paris : Fayard.
 - Guiton, Amaelle. Hackers. Au cœur de la résistance numérique, Paris, Éd. Au Diable Vauvert, 2013, page 204.
 - Durkheim, Emile. Quatrième leçon prononcée à la Sorbonne ; Critique du dogmatisme, 1913-1914
 - Mercklé, Pierre. La sociologie des réseaux sociaux. La Découverte, 2016
 - Mercanti-Guérin, Maria. « Analyse des réseaux sociaux et communautés en ligne : quelles applications en marketing ? », Management & Avenir, vol. 32, no. 2, 2010, pp. 132-153.
 - Touraine, Alain. Un nouveau paradigme pour comprendre le monde d'aujourd'hui, Paris : 2005, Fayard.
- Les références Web :
- I.S.I.E.: <http://www.isie.tn>
 - <https://www.universalis.fr/encyclopedie/roland-barthes/>
 - https://info.wafa.ps/ar_page.aspx?id=3202
 - <https://journals.openedition.org/insaniyat/13150?lang=ar>
 - <https://www.un.org/ar/61413>
 - <https://www.un.org/ar/un75/impact-digital-technologies>
 - <https://ultratunisia.ultrasawt.com/>
 -